



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

équipements

Question au Gouvernement n° 1735

Texte de la question

FERMETURE DE L'USINE BRIDGESTONE À BÉTHUNE

M. le président. La parole est à M. Stéphane Saint-André, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Stéphane Saint-André. Monsieur le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, il y a cinquante ans s'implantait à Béthune une usine de fabrication de pneumatiques sous la marque américaine Firestone. Cette usine est devenue japonaise et produisait, il y a moins de vingt ans, 30 000 pneus par jour avec 1 450 salariés. Aujourd'hui elle en produit à peine 17 000 par jour. Les 1 250 salariés sont inquiets car ils savent que, l'an passé, les salariés italiens de l'usine Bridgestone de Bari, ont, sous la menace d'une fermeture d'usine, accepté de revenir sur des avantages et de baisser leurs salaires.

Bridgestone possède trois usines : en France, en Italie et en Espagne. Elle les met clairement en concurrence en invoquant des coûts salariaux trop élevés et en précisant que dans les cinq ans qui viennent une de ces trois usines fermera. Bridgestone France comme beaucoup d'autres a bénéficié d'aides publiques et reste désormais très vague quant à l'avenir du site de Béthune. Au niveau mondial, le groupe a enregistré ces deux dernières années une forte augmentation de son bénéfice net.

Je sais, monsieur le ministre, que vous vous êtes saisi de ce dossier et je vous en remercie. Toutefois il semble que les dirigeants japonais ne se contentent pas des mesures du pacte de responsabilités et qu'ils exigent d'aller beaucoup plus loin en matière de réduction des coûts du travail. Un accord de compétitivité est peut-être envisageable mais pas à n'importe quel prix. Les salariés ont en mémoire, et on les comprend, le triste précédent de l'usine Continental.

C'est pourquoi je vous demande, monsieur le ministre, de bien vouloir organiser, avec l'ensemble des protagonistes du dossier, une réelle concertation dont l'objectif serait de conforter la pérennisation du site nordiste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RRDP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, *ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.* Monsieur le député, je comprends l'inquiétude des salariés. C'est la raison pour laquelle, avec mon équipe, nous nous sommes emparés sans tarder de ce dossier.

Il y a, nous dit la direction japonaise de cette entreprise, un problème de compétitivité en France. Nous avons décidé, par les politiques que vous connaissez et qui sont âprement discutées ici – le CICE et le pacte de responsabilité – de prendre le taureau par les cornes. Mais il y a aussi des cas particuliers, et la direction de

Bridgestone invoque des problèmes de compétitivité en ce qui concerne le pneumatique. Nous avons connu beaucoup de dégâts dans ce secteur ; je ne rappellerai pas les exemples de Goodyear ou de Continental.

Nous avons besoin d'affronter la question de la compétitivité ensemble et non pas les uns contre les autres. Je réunirai prochainement les organisations syndicales et je m'adresserai aussi à la direction de cette entreprise japonaise à Tokyo car, lorsque nous sommes allés au Japon avec le Président de la République, les questions de compétitivité ont été évoquées avec les investisseurs japonais sur notre territoire. Nous leur avons dit : regardez ce que Nissan a fait en France à travers son allié Renault. Un accord de compétitivité a permis la localisation de Nissan sur le sol français, par exemple dans les usines de Flins. Le choix de la France a donc été fait par des entreprises japonaises. Mais la contrepartie, c'est un accord de compétitivité : l'ensemble des salariés et la direction se sont mis autour de la table et ont trouvé les moyens de relancer la production des véhicules sur le sol français, notamment à travers l'implantation de Nissan.

Voilà, monsieur le député, ce que nous allons faire. Nous ne sommes jamais sûrs de réussir, mais les batailles qu'on ne gagne jamais sont celles qui ne sont jamais engagées. C'est maintenant à nous de réussir !

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Saint-André](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (9^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1735

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique

Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 avril 2014](#)